

L'Europe sauvée « définitivement » ?

Amid Faljaoui
Conseil fiscal

L'accord du 27 octobre 2011 – jugé historique par les autorités européennes – a permis de sauver la zone euro et, plus globalement, l'économie mondiale, en évitant l'effet domino. Reste maintenant à savoir si ce plan ne vise qu'à gagner du temps ou s'il a définitivement rassuré les marchés financiers. Personne ne le sait, hélas. Seule l'actualité nous dira si c'était juste une rustine ou le dernier chapitre d'une longue, trop longue crise.

Pendant que nous dormions tous très profondément le jeudi 27 octobre 2011 vers 4 heures du matin, l'Europe est enfin parvenue à un accord historique. Un accord qui est supposé calmer les marchés financiers et nous permettre de retrouver un peu de sérénité, sans craindre à tout moment que l'économie aille s'enfoncer dans des terres inconnues. L'accord obtenu va soulager la Grèce en réduisant progressivement sa dette publique de 160 % à 120 % du PIB d'ici 2020. L'accord vise aussi à multiplier les moyens financiers mis à la disposition de l'Europe afin d'éviter qu'une défaillance de la Grèce se propage à d'autres pays comme l'Espagne ou, pire encore, l'Italie. Mais soyons clairs: ceux qui ont tenu la vedette toute cette nuit du 27 octobre, ce sont les banquiers. Et pour cause: tout le monde leur demandait de faire un effort colossal, c'est-à-dire d'abandonner 50 % de la valeur de leurs créances. Autrement dit, prendre une perte de 50 % de la valeur des obligations grecques qu'ils détiennent en portefeuille.

Négociation ou chantage ?

Plus facile à dire qu'à faire, car peu après minuit, le jeudi 27 octobre, le représentant des banques européennes a publié un communiqué affirmant « qu'il n'y avait pas d'accord sur quelque élément que ce soit en vue d'un accord ». À ce

moment-là, on craignait donc la rupture, mais heureusement pour nous tous, c'était encore une posture de négociation. D'autant que de son côté, l'Allemagne restait prête, en dernière extrémité, à déclarer la Grèce en faillite en faisant porter le chapeau aux banquiers. La France et la Banque centrale européenne notamment redoutaient les conséquences d'un tel saut dans l'inconnu. Et donc, grâce au ciel, un accord a finalement été trouvé peu avant 4 heures du matin. Finalement, l'Europe a obtenu que les banques abandonnent 100 milliards d'euros sur les 210 milliards de dette grecque qu'elles détiennent. Le reste, elles continueront à le prêter à Athènes, mais à long terme et avec des taux d'intérêt très bas.

Euphorie boursière momentanée ?

Toute la nuit du mercredi 26 aux petites heures du matin du 27 octobre, le secteur bancaire aura donc hésité à s'engager « volontairement » dans cette opération, qui est, disons-le, une faillite déguisée de la Grèce et qui lui fait porter la plus grosse part de l'effort supplémentaire, effort rendu nécessaire par l'aggravation de la situation grecque ! Et pourtant, le lendemain, toutes les valeurs bancaires européennes étaient à la fête et leur cours a grimpé comme un seul homme le jeudi 27 octobre en journée. D'où la question suivante:

comment expliquer alors cette euphorie boursière? En réalité, le montant de la décote n'est pas ce qui intéressait en premier lieu les marchés. «Depuis longtemps maintenant il est acquis que les banques européennes ont les moyens de faire face à un défaut total de la Grèce. Par contre, les investisseurs craignaient que la crise grecque se propage au reste de l'Europe. L'attente des marchés était donc focalisée non pas sur le plan grec, mais sur la crédibilité de la solution censée éviter le risque de contagion de la crise aux autres pays européens», expliquait aux médias Benoît de Broissia, analyste du secteur chez KBL Richelieu. Si tant est que le plan fonctionne et que le risque de défaut de l'Italie et de l'Espagne soit véritablement écarté, les investisseurs n'ont donc finalement plus tellement de raisons de s'inquiéter pour la santé du secteur. Et voilà pourquoi, au moment où nous écrivons ces lignes, le secteur bancaire a bien réagi. Reste à savoir si cela va durer.

L'Europe bradée à la Chine?

Autre point essentiel de cet accord historique du 27 octobre 2011: comme vous le savez, les 17 ont également convenu de démultiplier la puissance de feu du Fonds de secours aux pays défailants (FESF). L'enveloppe actuelle de 440 milliards d'euros sera portée à environ 1 000 milliards. Mais surtout, les Européens y ont ajouté un fonds spécial adossé au FMI, auquel contribueront des pays étrangers à l'UE, principalement les pays émergents, à savoir la Norvège, qui avait déjà montré son intérêt, le Japon, la Russie, le Brésil et... la République populaire de Chine, qui sera sans doute le principal bailleur de ce nouveau fonds. En clair: la zone euro ne compte plus sur ses propres moyens pour sortir du marasme. Elle compte désormais aussi sur la Chine. Et donc, forcément, si la Chine est prête à faire ce geste amical, c'est que nous avons donné des contreparties. Les autorités européennes auraient bradé, en quelque sorte, notre continent au profit des Chinois! Comme toujours dans ce genre de théorie du complot, il y a une partie de vérité et aussi des mensonges. Évoquons la partie plausible: oui, c'est vrai que la Chine a intérêt à profiter de la faiblesse financière de l'Europe pour avancer ses pions et, en l'occurrence, obtenir des faveurs de l'Europe sur le plan commercial. Oui, c'est vrai que si les Chinois puisent dans leurs immenses réserves de change pour acheter de la dette européenne, cela permettra à l'Europe de moins dépendre des marchés financiers, mais en contrepartie, elle dépendra d'un gros investisseur, ce qui

n'est pas nécessairement beaucoup mieux. Tout cela est vrai, mais ce discours – qui n'est encore qu'un scénario – semble donner l'impression que la Chine pourrait décider de tout et que l'Europe n'aurait rien à dire!

Le plus faible n'est pas celui qu'on croit

Rien n'est plus faux! Si la Chine devait acheter de la dette européenne – j'utilise le conditionnel, car, pour le moment, ce n'est pas encore le cas –, elle le ferait d'abord pour une raison interne: ses réserves sont majoritairement en dollars et c'est son intérêt de diversifier ses avoirs en partie en euros, qui est la deuxième grande monnaie mondiale. C'est donc d'abord dans l'intérêt de la Chine elle-même de ne pas mettre tous ses œufs dans le panier américain. Deuxième bémol aux critiques de ceux qui disent que l'Europe a été bradée au profit de la Chine: celle-ci a aussi intérêt à aider l'Europe, car l'Europe est son premier marché d'exportation, avant même celui des États-Unis. Et donc, si la Chine veut que ses usines continuent à tourner à plein régime et ne pas provoquer des remous sociaux chez elle, elle est obligée d'aider son client, l'Europe donc, à s'en sortir pour pouvoir lui écouler ses produits «made in China». Si elle ne le fait pas, sa croissance baissera et c'est l'explosion sociale assurée. Dire que l'Europe a été soldée aux Chinois est un abus de langage et une erreur de raisonnement. Le plus faible n'est pas toujours celui qu'on croit! ●